

## Déficit Fiscal, Qualité Institutionnelle et Performance Économique : Approche Empirique Appliquée au Maroc.

Fiscal Deficit, Institutional Quality, and Economic Performance: An Empirical  
Analysis of Morocco.

Auteur 1 : OUTHAMI BENNACEUR

Auteur 2 : DRISS MAFAMANE

**OUTHAMI BENNACEUR**, Doctorant, Laboratoire LEAM (Laboratory of Economic Analysis and Modelling), Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales Souissi, Université Mohamed V, Rabat, Maroc,

**DRISS MAFAMANE**, Professeur de l'Enseignement Supérieur, Laboratoire LEAM (Laboratory of Economic Analysis and Modelling), Faculté des Sciences Juridiques Économiques et Sociales Souissi, Université Mohamed V, Rabat, Maroc,

**Déclaration de divulgation** : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article** : OUTHAMI BENNACEUR & DRISS MAFAMANE (2025) « Déficit Fiscal, Qualité Institutionnelle et Performance Économique : Approche Empirique Appliquée au Maroc », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 29 » pp: 1101 – 1128.



DOI : 10.5281/zenodo.15438363  
Copyright © 2025 – ASJ



### **Résumé :**

Cet article analyse l'interaction entre le déficit fiscal, la qualité institutionnelle et leurs effets sur la performance économique au Maroc, en s'appuyant sur un modèle de correction d'erreur (ECM). Les résultats révèlent que la qualité institutionnelle a un impact positif et significatif à court et à long terme sur la performance économique, confirmant l'importance des institutions solides comme moteur de la croissance. Cependant, le déficit fiscal et son interaction avec la qualité institutionnelle ne montrent pas d'effets significatifs à long terme, suggérant que les politiques budgétaires doivent être soutenues par des réformes institutionnelles pour maximiser leur efficacité. De manière inattendue, la formation brute de capital fixe présente un effet négatif significatif sur la performance économique, indiquant des inefficacités dans l'utilisation des investissements. Enfin, le modèle démontre une convergence rapide vers l'équilibre à long terme, soulignant la stabilité économique du Maroc. Ces résultats mettent en évidence la nécessité d'une approche intégrée combinant réformes institutionnelles, gestion prudente des finances publiques et optimisation des investissements pour garantir une croissance durable et inclusive.

**Mots clés : Déficit fiscal, Qualité institutionnelle, Performance économique, Maroc, ARDL**

### **Abstract :**

This article examines the interaction between the fiscal deficit, institutional quality, and their effects on economic performance in Morocco, using an Error Correction Model (ECM). The results reveal that institutional quality exerts a positive and significant impact on economic performance in both the short and long term, confirming the role of strong institutions as a key driver of growth. Conversely, the fiscal deficit and its interaction with institutional quality show no significant long-term effects, suggesting that fiscal policy must be supported by institutional reforms to maximize its effectiveness. Unexpectedly, gross fixed capital formation has a significant negative effect on economic performance, pointing to inefficiencies in investment utilization. Finally, the model indicates a rapid convergence toward long-term equilibrium, highlighting Morocco's economic resilience. These findings underscore the need for an integrated approach that combines institutional reform, sound fiscal management, and optimized investment strategies to achieve sustainable and inclusive growth.

**Keywords : Fiscal deficit, Institutional quality, Economic performance, Morocco, ARDL.**

## 1. Introduction

La quête d'une croissance durable et inclusive constitue dans un monde marqué par les instabilités économiques récurrentes, un défi central pour de nombreux pays. Afin d'y parvenir, les États adoptent des politiques économiques visant à corriger les déséquilibres macroéconomiques et financiers et à créer un environnement favorable au développement, à l'innovation et à l'investissement (Abadi, 2021). Cependant, dans certains pays, où la fragilité des structures institutionnelles limite l'efficacité des interventions publiques, ces efforts se heurtent souvent à des déséquilibres budgétaires persistants.

Dans ce contexte, la qualité des institutions se révèle être un levier fondamental. En effet, des institutions solides et efficaces peuvent non seulement aider à réparer les déséquilibres économiques et financiers (North, 1990), mais aussi à établir un environnement capable de traduire les objectifs escomptés de la politique économique.

Le Maroc en tant qu'économie émergente a montré une résilience considérable face aux chocs internes et externes. En effet, sur le plan budgétaire, le déficit s'est réduit à 4,1 % du PIB en 2024, contre 4,5 % l'année précédente, grâce à des recettes fiscales solides et à des mesures efficaces de lutte contre la fraude. Néanmoins, des défis structurels persistent. En particulier, l'économie informelle représente environ 27,4 % du PIB, ce qui entrave la collecte des recettes fiscales et limite la capacité de l'État à financer les services publics et à mettre en œuvre des politiques sociales efficaces.

Le déficit fiscal, qui représente la différence entre les dépenses publiques et les recettes fiscales, souvent compensé par l'emprunt, revêt une importance capitale en matière de politique fiscale. Cet instrument peut être utilisé pour stimuler la demande économique, accroître la productivité, maintenir la stabilité des prix et encourager l'investissement (Richard A. Musgrave, 1989). Néanmoins, ces avantages demeurent largement inaccessibles au Maroc, en raison d'une gestion macroéconomique défavorable qui a conduit à une inflation galopante, à une diminution des revenus réels et à une conjoncture économique instable.

Par ailleurs, bien que de nombreuses recherches se soient penchées sur les impacts globaux de la politique fiscale, le rôle critique de la qualité institutionnelle dans les résultats fiscaux reste encore à un stade embryonnaire (Mafamane Driss 2023). D. North (1995) souligne que les institutions, qu'elles soient formelles ou informelles, jouent un rôle déterminant dans le développement économique. Les règles, les normes et les pratiques établies par ces institutions structurent les interactions entre les acteurs économiques et influencent ainsi les dynamiques économiques d'une société donnée. En effet, les institutions de haute qualité sont essentielles

pour une gestion efficace des ressources nationales, réduisent également la dépendance aux financements externes et renforcent la résilience économique face aux crises et chocs externes. Les travaux de Daron Acemoglu et James Robinson (2008) illustrent que les pays ayant des institutions solides affichent des performances économiques supérieures. À l'inverse, des institutions faibles conduisent souvent à une gestion déficiente des finances publiques, à une croissance stagnante et à une inflation élevée, comme l'ont souligné Shleifer & Vishny (1993) ainsi que Sabir & Qamar (2018).

Face à ces défis, une interrogation très importante émerge : **Dans quelle mesure les déficits fiscaux et la qualité institutionnelle affectent-ils la performance économique du Maroc ?**

Pour aborder cette problématique et mieux cerner les interactions entre la gouvernance institutionnelle et le solde budgétaire, nous partons de l'hypothèse que la qualité des institutions joue un rôle déterminant dans la relation entre le déficit fiscal et la performance économique.

L'objectif principal est de déterminer dans quelle mesure l'amélioration de la qualité des institutions peut atténuer les effets négatifs d'un déficit fiscal ou, au contraire, en amplifier les externalités positives lorsqu'il est orienté vers des investissements à forte valeur ajoutée. Ce travail ambitionne également de stimuler des pistes de réflexion pour renforcer l'efficacité des politiques budgétaires à travers une meilleure articulation avec les réformes institutionnelles.

Pour ce faire, cette contribution s'intéresse au cas du Maroc sur la période allant de 1990 à 2022, en s'appuyant sur le modèle ARDL et s'articule autour de trois sections bien structurées. Premièrement, nous commençons par établir un cadre théorique qui présente les fondements conceptuels de notre recherche, suivi d'une revue de la littérature théorique et empirique pour identifier les apports et les limites des travaux existants. Dans un deuxième temps, nous mettons l'accent sur le modèle ARDL pour analyser les relations à court et à long terme entre les variables examinées. Enfin, nous présentons et interprétons les résultats obtenus, tout en proposant des pistes de réflexions pour les prochaines recherches et en offrant des recommandations pour les décideurs politiques.

## **2. Cadre conceptuel**

Afin d'explorer les mécanismes sous-jacents à la problématique étudiée, il est important de mobiliser un cadre théorique et conceptuel puissant qui facilite la structuration de l'analyse et la contextualisation des résultats.

## 2.1. Cadre conceptuel

Afin de mettre en évidence les concepts clés et leurs interactions, le cadre conceptuel suggéré offre une base solide pour appréhender les dynamiques entre les variables d'étude.

### 2.1.1. Déficit fiscal : concepts et mesure

Le déficit fiscal représente une situation particulièrement préoccupante et complexe dans laquelle les dépenses publiques d'un gouvernement dépassent de manière significative ses recettes fiscales pendant une période donnée, qui est généralement une année (Minea & Villieu, 2008). En d'autres termes, lorsqu'un gouvernement dépense une somme considérable d'argent qui excède largement ce qu'il perçoit par le biais des impôts et d'autres sources de revenus, il se retrouve alors dans une situation de déficit fiscal. Ce déséquilibre financier peut entraîner des conséquences graves et préoccupantes pour l'économie du pays, car cela peut réduire considérablement la capacité du gouvernement à investir de manière adéquate dans des services publics essentiels tels que l'éducation, la santé, la sécurité sociale et les infrastructures indispensables au bon fonctionnement de la société (Nguyen et al. 2018). De surcroît, un déficit fiscal d'une durée prolongée peut également nuire à la santé financière du gouvernement à long terme, limitant ainsi sa capacité à emprunter, à financer des projets nécessaires et à mettre en place des politiques qui peuvent stimuler la croissance économique future, rendant les perspectives de développement du pays incertaines et menaçant la stabilité économique globale (Asmaa, E.S. et al. (2021).

Ce déficit peut avoir plusieurs conséquences qui sont à la fois notables et significatives, engendrant des effets variés qui méritent d'être examinés de près. Parmi ces conséquences, on trouve notamment l'augmentation de la dette publique sur le long terme, un phénomène qui pourrait devenir préoccupant si les mesures appropriées ne sont pas prises. De plus, cela implique souvent la nécessité de recourir à des emprunts importants pour financer les dépenses courantes, créant ainsi un cercle vicieux d'endettement (Stoilova, D., & Todorov, I. 2021). Les répercussions de tels déficits s'étendent également à la politique économique ainsi qu'à la stabilité financière d'un pays, des éléments capitaux pour tout gouvernement souhaitant maintenir une économie saine et soutenue.

Il est essentiel de comprendre que les déficits fiscaux peuvent être temporaires ou structurels, selon qu'ils résultent de circonstances exceptionnelles, comme une crise économique soudaine et sévère, ou d'un déséquilibre persistant et inquiétant entre les recettes et les dépenses. Les déficits temporaires sont parfois considérés comme inévitables dans des périodes difficiles, mais les déficits structurels signalent des problèmes plus profonds (Symoom, T. 2018). Un

déficit chronique, dans ce contexte, peut également nuire à la confiance des investisseurs, qui peuvent devenir hésitants à engager leurs capitaux dans un environnement économique incertain. En conséquence, cela peut conduire à une augmentation des coûts d'emprunt, compliquant davantage la gestion économique du pays et sapant la capacité du gouvernement à mettre en œuvre des politiques favorables à la croissance.

### **2.1.2. Qualité institutionnelle :**

Le concept de qualité des institutions a vu le jour avec l'évolution des théories expliquant la croissance économique, devenant ainsi une clé essentielle pour appréhender les dynamiques de croissance économique et les disparités entre les pays, en particulier dans les économies en développement (North et Thomas, 1977). En effet, Cela permet non seulement de guider les réformes recommandées par les organisations internationales, mais aussi d'avoir une vision plus précise de la situation économique de ces pays et des défis auxquels ils sont confrontés.

À l'origine, le Produit Intérieur Brut (PIB) a été utilisé comme un indicateur de substitution pour évaluer l'efficacité économique d'un pays. Par la suite, dans le cadre de l'évolution des indicateurs de développement humain soutenus par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), il a été décidé d'intégrer des dimensions supplémentaires afin de mieux mesurer le progrès des sociétés ((Kaufmann, D, Kraay, A., 2018, Knack, S., & Keefer, P. 1995)). Parmi ces nouvelles dimensions figurent notamment l'équité sociale, qui vise à garantir une répartition plus juste des ressources et des opportunités au sein de la population, ainsi que l'éducation, considérée comme un pilier essentiel du développement durable en permettant l'accès à la connaissance et aux compétences nécessaires pour s'épanouir. Au fil du temps, ces indicateurs ont évolué pour inclure la dimension de la soutenabilité écologique, telle que l'empreinte écologique, en plus de considérer des aspects politiques comme la liberté, la stabilité, la "bonne gouvernance" et la sécurité (Acemoglu et 2014).

À présent, il est évident que les indicateurs institutionnels jouent un rôle crucial dans l'établissement des classements. Ces données objectives et mesurables, liées aux performances et à la réputation des institutions, sont devenues essentielles pour évaluer et comparer la qualité des établissements académiques. Cette démarche met en lumière la recherche constante de résultats optimaux et d'une efficacité accrue. Elle est façonnée par un courant libéral qui vise à normaliser les pratiques, en mettant particulièrement l'accent sur l'évaluation des performances et la responsabilisation des acteurs impliqués (Hamza, B 2021). Désormais, la qualité institutionnelle est évaluée en prenant en compte différents critères. Parmi ces critères, on retrouve la démocratie, qui englobe la participation citoyenne, la responsabilisation, la stabilité

politique et l'absence de violence (Kaufmann, D, Kraay, 2018). La capacité de gouvernance est également un élément clé, incluant l'efficacité des administrations publiques et le poids des réglementations. Enfin, le respect des institutions dans les interactions économiques et sociales est un autre aspect important, comprenant l'État de droit et l'absence de corruption. Cette idée repose sur une approche qui met l'accent sur l'importance du marché, incluant des éléments tels que la protection des droits de propriété, la réglementation, la stabilisation des marchés et leur légitimation, comme le soulignent Rodrik et Subramanian dans leur ouvrage publié en 2004.

### **3. Cadre théorique**

#### **3.1. Revue de littérature théorique :**

La relation entre le déficit fiscal, qui se caractérise par des dépenses publiques supérieures aux recettes, la qualité institutionnelle, qui renvoie à l'efficacité des institutions gouvernementales et à leur capacité à mettre en œuvre des politiques économiques cohérentes, et la performance économique, qui mesure la santé globale d'une économie en termes de croissance, d'emploi et de stabilité, est un sujet fondamental et complexe qui suscite de nombreux débats au sein de la communauté économique internationale. En effet, au fil du temps, trois grandes théories ont été développées pour mieux comprendre cette relation

##### **3.1.1. La théorie keynésienne : la demande effective comme moteur de la croissance**

Contrairement aux conceptions classiques qui supposent que les marchés sont capables de se corriger automatiquement par le biais du mécanisme de l'offre et de la demande, Keynes (1936) considérait la demande globale comme le principal facteur qui détermine le niveau de production et d'emploi dans l'économie. Il a élaboré une théorie en s'appuyant sur des indicateurs tels que le revenu national, la consommation, l'épargne et l'investissement pour étudier les variations économiques. Lors des récessions, la diminution des revenus conduit à une réduction des dépenses, de l'épargne et de l'investissement, tout en entraînant une hausse du chômage. Dans ces situations, l'intervention de l'État devient essentielle. Grâce à des politiques fiscales, comme des baisses d'impôts ou une hausse des dépenses publiques, le gouvernement a la possibilité de relancer la demande globale et ainsi revitaliser l'économie. Keynes a également avancé que des taux d'intérêt bas et des investissements publics dans les infrastructures pouvaient atténuer les crises économiques, telles que la grande dépression. Ces investissements favorisent la création d'emplois, stimulent la demande et génèrent des revenus. Les concepts d'effet multiplicateur et d'effet d'accélérateur, associés à l'investissement, jouent

un rôle central dans les théories keynésiennes, où l'investissement est considéré comme un levier fondamental pour la croissance économique.

### **3.1.2. Robert Solow, pionnier de la théorie de la croissance**

La théorie de la croissance de Solow (1956) s'appuie sur l'équilibre entre la demande et l'offre agrégées pour assurer la stabilité économique. Fondée sur la fonction de production de Cobb-Douglas (1928), cette théorie met en lumière trois moteurs de la croissance : les investissements, le travail et le progrès technique. Solow souligne l'importance du taux d'épargne, nécessaire pour accumuler du capital et augmenter la production. Néanmoins, une forte croissance démographique sans investissements adéquats peut diminuer le capital par travailleur et ralentir le développement économique.

Le progrès technique est considéré comme le facteur déterminant de la croissance économique. Il englobe des améliorations qualitatives, telles que le perfectionnement des compétences des travailleurs, l'optimisation des structures organisationnelles et l'accroissement des capacités de production. Solow a également établi la "règle d'or de l'accumulation", qui désigne le niveau optimal d'intensité capitaliste pour maximiser la consommation tout en garantissant une croissance équilibrée. Sa théorie met en avant que le progrès technologique soit essentiel pour rehausser durablement le niveau de vie et propulser les économies vers une croissance inclusive.

### **3.1.3. Les théories de la croissance endogène : innovation et capital humain**

Les théories de la croissance endogène soulignent l'importance des facteurs internes, tels que l'investissement dans l'éducation, l'innovation et la connaissance, pour garantir une croissance durable. Elles mettent en avant le rôle crucial des politiques publiques dans l'influence du taux de croissance à long terme. Ces théories associent la croissance à des rendements d'échelle constants et à des effets d'entraînement (spillovers), comme l'a démontré Lucas (1988). L'investissement dans le capital humain, y compris la santé et l'éducation, favorise l'innovation et le progrès technologique, qui sont des moteurs clés de la croissance.

Le modèle de croissance endogène proposé par Romer (1990) soutient que les innovations et les nouvelles idées émergent des efforts internes. Ce modèle prend également en compte le rôle des institutions, telles que les droits de propriété et les subventions publiques, dans l'accélération du progrès technologique. Schiliro (2012) a renforcé ce propos en affirmant que l'augmentation du nombre de personnes impliquées dans la recherche élargit la frontière technologique et augmente le taux de croissance. Par ailleurs, Saidu et Jaffer (2022) soulignent l'importance de l'efficacité du gouvernement, en particulier à travers des services publics bien financés, pour développer le capital humain et améliorer la performance économique.



### **3.1.4. La qualité des institutions : un déterminant clé des écarts de croissance économique.**

Bien que ces théories fournissent des cadres analytiques utiles pour saisir les mécanismes de la croissance économique, un nouveau concept a récemment émergé comme un élément essentiel: la qualité des institutions. En effet, au fil des dernières décennies, l'analyse des disparités de croissance entre les pays a de plus en plus mis en avant la qualité institutionnelle comme un facteur clé (Acemoglu, D, and Robinson, J.A, (2012). Pourquoi certaines économies parviennent à prospérer et à se développer de manière soutenue, tandis que d'autres stagnent et peinent à progresser. Pourquoi certaines politiques économiques fonctionnent-elles dans certains contextes mais échouent dans d'autres ? Cette disparité de performances économiques peut s'expliquer par une combinaison de facteurs tels que la qualité des institutions, la stabilité politique, l'efficacité des politiques économiques, l'innovation technologique, l'éducation de la main-d'œuvre, l'accès aux marchés internationaux, la diversification de l'économie, la gestion des ressources naturelles, etc (Ogbuabor et al 2020). En analysant ces différents éléments, on peut mieux comprendre les raisons pour lesquelles certaines économies réussissent là où d'autres rencontrent des difficultés.

Le concept actuel de qualité institutionnelle comprend plusieurs dimensions : la stabilité politique, l'efficacité des administrations publiques, la protection des droits de propriété, le respect de l'état de droit et l'absence de corruption (Akinci et al. (2023). Ces aspects sont essentiels pour façonner l'environnement économique, influencer les comportements des acteurs économiques et orienter les décisions de politiques publiques. Dans cette perspective, les institutions servent de cadre d'analyse pour comprendre pourquoi certaines nations parviennent à mobiliser efficacement leurs ressources économiques et humaines, tandis que d'autres éprouvent des difficultés à sortir du sous-développement (Arvin, M. B. et al 2021).

#### **4. Revue de littérature empirique :**

La littérature sur le déficit fiscal, la qualité institutionnelle et la performance économique révèle une relation multifacette, influencée par les interactions entre les facteurs économiques, institutionnels et politiques. Plusieurs études ont exploré comment les déficits fiscaux influencent la croissance économique dans différentes régions. Par exemple, Halkos, G. (2015) a établi une relation significative à long terme entre les, soulignant que le financement domestique de ces déficits contribue positivement à la croissance, conformément aux principes keynésiens. En revanche, le financement externe des déficits a eu un effet négatif, bien que celui-ci soit insignifiant. De même, Momodu et Monogbe (2017) ont noté que les déficits

budgetaires retardés peuvent également influencer la performance économique, bien que cet impact ne soit pas substantiel. Par ailleurs, dans une étude analysant la relation entre la volatilité du déficit budgétaire et la croissance économique dans un échantillon représentatif de pays entre 2003 et 2019, Asmaa Ezzat et al. (2021) montrent que, bien que la volatilité du déficit budgétaire ralentisse la croissance économique et qu'une meilleure qualité institutionnelle la favorise, il n'existe aucune preuve d'un effet modérateur de la qualité institutionnelle sur cette relation.

Dans une perspective différente, la volonté du gouvernement zimbabwéen de répondre aux besoins de développement du pays a conduit à des niveaux élevés de dépenses publiques, qui n'étaient pas accompagnées de recettes fiscales adéquates. Cela a engendré des déficits budgétaires significatifs et durables, ayant des conséquences négatives sur la croissance économique. L'analyse de William Kavila (2022) indique qu'il pourrait exister une relation bilatérale entre les déficits fiscaux et la croissance du PIB réel, où l'un pourrait influencer l'autre. Des déficits fiscaux élevés, principalement financés par des emprunts auprès de la banque centrale, ont entraîné une forte croissance de l'offre monétaire, conduisant à une inflation élevée et à un impact négatif sur la croissance économique. En revanche, une faible croissance économique a engendré des recettes fiscales faibles, face à des dépenses gouvernementales élevées, ce qui a conduit à des déficits fiscaux importants. Par ailleurs, les chocs externes, tels que les sécheresses et la baisse des prix internationaux des matières premières des produits exportés par le Zimbabwe, ont eu des effets négatifs sur les recettes fiscales et la croissance économique.

En élargissant cette réflexion, Abanikanda, E. O et al. (2023) motivés par l'augmentation des déficits fiscaux en Afrique subsaharienne, analysent les facteurs économiques, politiques et institutionnels qui influencent le déficit fiscal à travers un panel de vingt-trois pays de la région. Leurs résultats révèlent que, tandis que le revenu par habitant, l'ouverture commerciale, la population et les tensions religieuses augmentent l'ampleur du déficit fiscal, des éléments tels que la qualité de la bureaucratie, la stabilité gouvernementale, l'état de droit et l'implication de l'armée en politique contribuent à réduire ce déficit. En revanche, le contrôle de la corruption, la responsabilité démocratique et les conflits internes présentent des preuves statistiques moins robustes.

De plus, l'étude a établi des relations de co-intégration à long terme entre les facteurs institutionnels, les facteurs économiques et les déficits fiscaux dans la région. Le revenu par habitant exerce une influence positive significative à court terme, mais son effet devient négatif

à long terme (Majewski 2023). La population et les tensions religieuses impactent également le déficit fiscal de manière positive dans les deux périodes. En revanche, la responsabilité démocratique, la stabilité gouvernementale et l'implication militaire ont un impact significativement négatif sur le déficit fiscal à long terme. En fin, cette étude conclut qu'au-delà des facteurs économiques, les facteurs institutionnels et politiques constituent des moteurs importants du déficit fiscal en Afrique subsaharienne. Par conséquent, renforcer la qualité institutionnelle et établir un environnement politique stable pourrait réduire l'accumulation du déficit fiscal.

Contrairement aux conclusions d'Asmaa Ezzat et al. (2021), Sore, A. G et al. (2024), en s'appuyant sur la méthodologie GMM en deux étapes, analyse les effets à court et à long terme du déficit fiscal sur la croissance économique de 42 pays d'Afrique subsaharienne entre 2011 et 2021. Les résultats de l'étude montrent que, bien que le déficit fiscal ait des effets positifs et significatifs à court terme sur la croissance économique des pays de l'Afrique subsaharienne, il entraîne des répercussions négatives à long terme. Selon les résultats du système GMM, une augmentation du déficit fiscal dans ces pays est associée à une hausse à court terme de la croissance économique de 0,036 %, tandis qu'une augmentation d'un point de pourcentage du déficit fiscal est liée à une diminution de la croissance économique à long terme de 0,013 %, toutes choses étant égales par ailleurs. L'étude indique également que le déficit budgétaire présente un coefficient positif plus élevé à court terme qu'un coefficient négatif à long terme. De plus, il a été révélé que, bien que les taux de change effectifs réels et l'inflation freinent la croissance économique à court terme, la formation brute de capital fixe et les taux d'intérêt réels constituent les principaux moteurs de l'expansion économique. La croissance économique à long terme dans les pays de l'Afrique subsaharienne est également positivement et significativement influencée par la formation brute de capital fixe. Selon l'étude, les nations d'Afrique subsaharienne devraient gérer leurs déficits fiscaux et, à long terme, allouer davantage de fonds au développement du capital fixe.

Plus récemment, ABIODUN, A. I. (2024) explore comment les déficits fiscaux, la qualité institutionnelle et leur interaction influencent la performance économique du Nigeria de 1987 à 2022. En utilisant le taux de croissance du PIB comme mesure de la performance économique, l'analyse prend en compte les déficits fiscaux et la qualité institutionnelle comme variables indépendantes, tout en incluant le taux d'intérêt, le taux d'inflation et la formation brute de capital fixe comme variables de contrôle. Ses résultats ont révélé qu'à long terme, les déficits fiscaux avaient un impact négatif mais non significatif sur la performance économique. De

même, la qualité institutionnelle a également exercé une influence négative mais significative sur la performance économique à long terme. L'effet interactif des déficits fiscaux et de la qualité institutionnelle sur la performance économique était négatif et non significatif tant à court qu'à long terme. En outre, L'étude a conclu que les déficits fiscaux et la qualité institutionnelle, tant indépendamment qu'interactivement, ne déterminent pas de manière significative la performance économique au Nigeria. Elle a recommandé des réformes ciblées pour traiter séparément les déficits fiscaux et la qualité institutionnelle, en parallèle avec d'autres stratégies macroéconomiques, afin d'améliorer la performance économique du pays.

## 5. Méthodologie et présentation de données

### 5.1. Spécification du modèle :

Afin de mettre en évidence l'effet du déficit fiscal et de la qualité des institutions sur la croissance économique, nous avons recours au modèle ARDL (Autoregressive Distributed Lag). Ce modèle est particulièrement adapté pour analyser les relations dynamiques entre les variables à court et à long terme, même si elles sont intégrées d'ordres différents, c'est-à-dire  $I(0)$  ou  $I(1)$ . Le choix du modèle ARDL se justifie par sa capacité à :

- ✓ Identifier les effets à court terme des variations du déficit fiscal et de la qualité institutionnelle sur la croissance économique.
- ✓ Évaluer les relations de long terme entre ces variables, permettant ainsi de mieux comprendre comment les politiques fiscales et les réformes institutionnelles influencent la trajectoire de croissance économique au fil du temps.
- ✓ Prendre en compte les décalages (lags) optimaux pour chaque variable, ce qui permet d'explorer l'effet différé des changements dans le déficit fiscal et la qualité institutionnelle.

L'estimation du modèle ARDL inclura une analyse approfondie des coefficients à court et long terme, ainsi qu'un test de co-intégration pour vérifier l'existence d'une relation stable entre les variables dans la durée. Cette approche permettra de dégager des conclusions robustes sur le rôle du déficit fiscal et des institutions dans le processus de croissance économique, offrant ainsi des recommandations pertinentes pour la formulation de politiques économiques.

Ainsi, la spécification du modèle visant à examiner l'effet interactif du déficit fiscal et de la qualité institutionnelle sur la performance économique s'appuie sur une approche méthodologique rigoureuse. Cette étude s'inspire des travaux de Orji, O. I. et Ezekiel (2022)

qui ont exploré l'impact des variables fiscales sur la croissance économique tout en intégrant un ensemble de variables de contrôle non fiscales pour assurer une analyse complète et robuste.

Dans cette perspective, le modèle est spécifiquement conçu pour régresser la croissance du PIB par habitant en fonction des variables fiscales, telles que le déficit fiscal, ainsi que d'autres déterminants non fiscaux, tels que la qualité institutionnelle, l'inflation, le taux d'ouverture commerciale et les investissements domestiques. L'objectif est d'évaluer à la fois les effets directs des variables fiscales et institutionnelles sur la croissance économique, ainsi que leur interaction.

Le modèle est spécifié comme suit :

$$GDP_{rat} = \alpha + \beta_1 DF + \beta_2 IQ + \beta_3 (DF * IQ) + \gamma X + \varepsilon$$

Où :

- **GDP\_rate** représente le taux de croissance du PIB par habitant (performance économique).
- **DF** est le déficit fiscal.
- **IQ** est la qualité institutionnelle.
- **DF \* IQ** est le terme d'interaction capturant l'effet combiné du déficit fiscal et de la qualité institutionnelle.
- **X** représente un vecteur de variables de contrôle non fiscales (comme l'inflation, le taux de change réel effectif, l'ouverture commerciale et la formation brute de capital fixe).
- $\varepsilon$  est le terme d'erreur aléatoire.

La représentation ARDL de la fonction sera :

$$\begin{aligned} \Delta GDP_{rat_t} = & a_0 + \sum_{i=1}^p a_{1t} \Delta GDP_{rat_{t-1}} + \sum_{i=0}^q a_{2t} \Delta DF_{t-1} + \sum_{i=0}^q a_{3t} \Delta IQ_{t-1} \\ & + \sum_{i=0}^q a_{4t} \Delta (DF * IQ)_{t-1} + \sum_{i=0}^q a_{5t} \Delta INF_{t-1} + \sum_{i=0}^q a_{6t} \Delta Open_{t-1} \\ & + \sum_{i=0}^q a_{7t} GFCF_{t-1} + \beta_1 GDP_{rate_{t-1}} + \beta_2 DF_{t-1} + \beta_3 IQ_{t-1} \\ & + \beta_4 (DF * IQ)_{t-1} + \beta_5 INF_{t-1} + \beta_6 Open_{t-1} + \beta_7 GFCF_{t-1} \end{aligned}$$

Avec :  $\Delta$  représente l'opérateur de différence première ;  $a_0$  : la constante ;  $a_1 \dots a_7$ : effets à court terme ;  $\beta_1 \dots \beta_7$  : dynamique de long terme du modèle ;  $\varepsilon$  est un bruit blanc iid (  $0, \sigma$  ) : terme d'erreur.

## 5.2. Sources des variables utilisées.

L'ensemble des séries chronologiques de cette étude repose sur des données annuelles couvrant la période **1990Q1-2023Q4**. Afin de garantir la fiabilité et l'homogénéité des variables, les données statistiques ont été collectées à partir de la base « World Development Indicators (WDI) » de la Banque mondiale.

Le choix des variables s'appuie sur une revue approfondie de la littérature théorique et empirique, en tenant compte des principales études traitant des effets du déficit fiscal. Les variables retenues sont les suivantes :

**Tableau 1 : Variables utilisées**

| Variables       | Descriptions  |
|-----------------|---|
| <b>GDP-rate</b> | La performance économique est mesurée par le taux de croissance du PIB au Maroc pour la période étudiée.  |
| <b>DF</b>       | Le déficit fiscal est calculé comme la différence entre les dépenses publiques totales et les revenus publics totaux.   |
| <b>IQ</b>       | La qualité institutionnelle est représentée par un indice construit à partir d'une analyse en composantes principales de six indicateurs clés de qualité institutionnelle. L'efficacité du gouvernement (Gov_effc), la stabilité politique (Pol_stab), l'état de droit (Rule_law), la qualité de la réglementation (Reg_qlty), la voix et la responsabilité (voice_acct) et le contrôle de la corruption (cont_corr). |
| <b>INF</b>      | Le taux d'inflation est mesuré à l'aide de l'indice des prix à la consommation (IPC).   |
| <b>Open</b>     | Le degré d'ouverture commerciale est mesuré par le ratio des exportations et importations totales sur le PIB.   |
| <b>GFCF</b>     | Les investissements domestiques sont mesurés par la formation brute de capital fixe   |

Source : **Auteurs.**

Nous commençons par les statistiques descriptives pour examiner les principales caractéristiques de chaque variable, telles que la moyenne, l'écart-type, les valeurs minimales et maximales, ainsi que les mesures d'asymétrie et de kurtosis. Cela permet de comprendre la distribution des données, de détecter d'éventuelles anomalies ou valeurs extrêmes, et d'identifier des tendances générales dans les séries temporelles.

Ensuite, nous analysons la matrice de corrélation afin de mettre en évidence les relations linéaires entre les variables explicatives et la variable dépendante, ainsi qu'entre les variables explicatives elles-mêmes. Cela permet d'identifier les liens significatifs ou les interdépendances potentielles qui pourraient influencer les résultats économétriques.

**Tableau 2 : Statistiques descriptives des variables**

|              | GDP       | DF        | FFCF     | INF      | IQ        | DF*IQ     | Open     |
|--------------|-----------|-----------|----------|----------|-----------|-----------|----------|
| Mean         | 3.590188  | -2.877092 | 26.01664 | 2.641458 | 0.213342  | -2.166769 | 64.06411 |
| Median       | 3.470312  | -3.372005 | 25.83170 | 1.719614 | 0.039313  | -1.159218 | 63.52158 |
| Maximum      | 12.37288  | 3.205617  | 31.26829 | 7.986166 | 2.346399  | 7.942520  | 101.1324 |
| Minimum      | -7.178207 | -7.147087 | 21.78203 | 0.303386 | -1.455971 | -10.33380 | 45.67236 |
| Std. Dev.    | 3.976320  | 2.500554  | 2.411512 | 2.205386 | 0.975438  | 4.140245  | 13.90486 |
| Skewness     | -0.504394 | 0.526539  | 0.155309 | 0.991741 | 0.426020  | -0.191236 | 0.632041 |
| Kurtosis     | 4.001091  | 2.704886  | 2.231787 | 2.638106 | 2.310371  | 3.138828  | 2.874403 |
| Jarque-Bera  | 2.861437  | 1.694426  | 0.972733 | 5.758993 | 1.401822  | 0.193152  | 2.286046 |
| Probability  | 0.239137  | 0.428608  | 0.614856 | 0.056163 | 0.496133  | 0.907941  | 0.318854 |
| Sum          | 122.0664  | -97.82113 | 884.5657 | 89.80957 | 5.973575  | -60.66954 | 2178.180 |
| Sum Sq. Dev. | 521.7671  | 206.3414  | 191.9078 | 160.5029 | 25.68996  | 462.8240  | 6380.386 |

Source : **Auteurs.**

L'analyse descriptive des données statistiques vise à fournir une vue d'ensemble initiale des caractéristiques des variables examinées. En réalité, la moyenne de la variable du PIB est de 3,59 %, avec une médiane proche de 3,47 %, ce qui indique une distribution relativement symétrique. Cependant, un écart-type élevé de 3,97 indique une variabilité significative dans le temps. La moyenne de la variable du déficit fiscal est de -2,88, ce qui témoigne d'une situation budgétaire globalement déficitaire. La dispersion, évaluée à l'aide de l'écart-type de 2,50, révèle également une grande variabilité dans les niveaux de déficit observés.

La formation brute de capital fixe (FBCF), utilisée comme indicateur de l'investissement, affiche une moyenne élevée de 26,01 %, accompagnée d'une variation modérée (écart-type de 4,21). L'inflation moyenne est relativement faible, s'élevant à 2,61 %. Cependant, elle présente une asymétrie positive marquée, avec un coefficient d'asymétrie de 0,99, ainsi qu'une kurtosis relativement élevée de 2,63, indiquant la présence de quelques valeurs extrêmement élevées.

La moyenne de la qualité institutionnelle (IQ) est très basse, s'élevant à 0,21, et présente une faible variabilité avec un écart-type de 0,97. Cela témoigne d'un environnement institutionnel globalement peu efficace dans notre cas. L'interaction entre le déficit budgétaire et la qualité institutionnelle, notée DF\*IQ, présente une moyenne significativement négative de -2,17. Cela indique que la qualité institutionnelle médiocre aggrave les impacts potentiels des déséquilibres budgétaires sur la croissance.

En dernier lieu, l'indice d'ouverture commerciale (Open) affiche une moyenne élevée de 64,06 %, ce qui témoigne d'une forte exposition de l'économie étudiée à l'environnement international. La distribution présente une légère asymétrie positive (skewness = 0,63) et une grande variabilité, avec un écart-type de 13,90.

Pour le test de normalité, il indique qu'on accepte l'hypothèse nulle de la distribution normale de toutes les variables, vu que la probabilité critique de Jarque-Bera est supérieure au seuil de significativité de 5%.

**Tableau 3** : Matrice de corrélation des variables

|       | GDP     | DF      | GFCF    | IQ      | IQ*DF   | Open    | INF    |
|-------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|--------|
| GDP   | 1,0000  |         |         |         |         |         |        |
| DF    | 0,1651  | 1,0000  |         |         |         |         |        |
| FBCF  | -0,1130 | -0,3570 | 1,0000  |         |         |         |        |
| IQ    | -0,0679 | -0,6059 | 0,2161  | 1,0000  |         |         |        |
| IQ*DF | 0,0854  | 0,3804  | -0,1870 | -0,9245 | 1,0000  |         |        |
| Open  | -0,0895 | -0,5525 | 0,6939  | 0,6399  | -0,5860 | 1,0000  |        |
| INF   | -0,0298 | 0,1972  | -0,1992 | -0,1604 | 0,0193  | -0,0786 | 1,0000 |

Source : **Auteurs.**

Le tableau 3 présente les résultats d'une analyse de corrélation visant à explorer les liens entre la croissance économique (GDP) et diverses variables explicatives avant l'estimation d'un modèle de régression.

L'examen de la matrice de corrélation permet d'évaluer les liens linéaires entre les variables étudiées. On observe une corrélation positive mais faible entre la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) et le déficit budgétaire (0,1651), suggérant ainsi un impact limité d'une politique budgétaire expansionniste sur la croissance. En revanche, on observe une faible corrélation négative de -0,1130 entre la formation brute de capital fixe et le PIB. Ce résultat peut s'expliquer



par le décalage temporel de l'impact de l'investissement sur la croissance, ou par le caractère peu productif de certains investissements.

On observe une faible corrélation négative de 0,0679 entre la qualité institutionnelle et le PIB, tandis qu'une corrélation négative plus forte de -0,9245 est constatée avec la variable d'interaction DF\*IQ, ce qui est cohérent avec sa conception. Par ailleurs, il existe une corrélation positive entre l'ouverture économique et la FBCF (0,6939), ainsi qu'avec la qualité institutionnelle (0,6399), ce qui implique que les économies les plus ouvertes et dotées d'institutions stables attirent un volume plus important d'investissements.

En somme, on observe une corrélation très faible entre l'inflation et les autres variables, en particulier le déficit (0,1972), ce qui contredit certaines hypothèses classiques sur la relation entre les déséquilibres fiscaux et les pressions inflationnistes.

### 5.3. Choix de l'ordre de retard optimal.

Tableau 4 :

| Lag | LogL      | LR        | FPE       | AIC       | SC        | HQ        |
|-----|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 0   | -401.4829 | NA        | 6607.593  | 31.49869  | 31.88579  | 31.61016  |
| 1   | -307.6483 | 122.7069  | 844.9791  | 29.20371  | 32.68767  | 30.20697  |
| 2   | -125.7716 | 125.9146* | 0.596621* | 20.13628* | 26.71709* | 22.03131* |

Source : **Auteurs.**

Les résultats figurant dans le tableau ci-dessus, suggèrent que tous ces critères convergent vers le choix d'un modèle avec deux retards (lag = 2). Le modèle VAR(2) est caractérisé par une minimisation simultanée des critères AIC (20,13628), SC (26,71709) et HQ (22,03131), tout en affichant la valeur la plus basse de FPE (0,596621).

## 6. Résultats et discussion :

### 6.1. Test de stationnarité

Les tests de Dicky-Fuller Augmenté (ADF) et de Philippe Perron (pp) sont généralement utilisés pour tester la stationnarité des variables étudiées. Le tableau ci-dessous présente les résultats de ces tests.

**Tableau 5** : résultats des tests de racine unitaire

|         | Unit Root Test Table (ADF) |                       | Unit Root Test Table (PP) |                       | Décisio<br>n |
|---------|----------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|--------------|
|         | t-Statistic at level       | t-Statistic at frt Df | t-Statistic at level      | t-Statistic at frt Df |              |
| GDP     | -10.7735***                | -4.9289***            | -10.2478***               | -48.6513***           | <b>I(0)</b>  |
| DF      | -2.1378                    | -5.0844***            | -2.3312                   | -5.9834***            | <b>I(0)</b>  |
| LNFBFCF | -1.5651                    | -5.7537***            | -1.5846                   | -5.7651***            | <b>I(1)</b>  |
| IQ      | -1.4838***                 | -6.0807***            | -1.4807                   | -6.0807***            | <b>I(0)</b>  |
| IQ_DF   | -2.0871                    | -6.4778***            | -2.1724                   | -7.8283***            | <b>I(1)</b>  |
| Open    | -0.6512                    | -5.5960***            | -0.1526                   | -8.7169***            | <b>I(1)</b>  |
| INF     | -2.2138                    | -7.8616***            | -2.3850                   | -7.7449***            | <b>I(1)</b>  |

Source : **Auteurs.**

Les résultats indiquent que le PIB est stationnaire au niveau (I(0)), comme le montrent des statistiques t significatives et des p-values inférieures au seuil de 5 % pour les tests ADF et PP. Inversement, des variables telles que DF, FBCF, IQ (qualité institutionnelle), IQ\*DF, OUCM (ouverture commerciale), et INF (inflation) présentent une non-stationnarité aux niveaux (I(0)) mais deviennent stationnaires après première différenciation (I(1)). Cela est prouvé par des statistiques t significatives et des p-values inférieures à 0,05 à la première différence pour les deux tests.

Ces résultats revêtent une importance capitale pour assurer la mise en œuvre de la méthode économétrique ARDL, en vue d'analyser les relations entre les variables. Dans les analyses subséquentes, il sera réalisé un test de co-intégration afin d'évaluer si les variables démontrent une relation d'équilibre stable sur le long terme. Cette approche est fondamentale pour appréhender les dynamiques et les interrelations des facteurs qui impactent la croissance économique et les conséquences politiques qui en découlent.

## 6.2. Test de cointégration aux bornes

On applique le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) après l'estimation du modèle ARDL, pour comparer la statistique du test calculée avec les valeurs critiques qui forment la borne inférieure et la borne supérieure comme suit :

- ✓ La valeur **F** de Fisher < la borne supérieure : cointégration existe
- ✓ La valeur **F** de Fisher < la borne inférieure : cointégration n'existe pas
- ✓ La borne inférieure < la valeur **F** de Fisher < la borne supérieure : Pas de conclusion

**Tableau 7 : Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001).**

| F-Bounds Test      |                 | Null Hypothesis: No levels relationship |             |                               |
|--------------------|-----------------|---|-------------|-------------------------------|
| Test Statistic     | Value           | Signif.                                 | I (0)       | I (1)                         |
|                    |                 |   |             | <b>Asymptotic:<br/>n=1000</b> |
| <b>F-statistic</b> | <b>13.85033</b> | <b>10%</b>                              | <b>1.99</b> | <b>2.94</b>                   |
| <b>k</b>           | <b>6</b>        | <b>5%</b>                               | <b>2.27</b> | <b>3.28</b>                   |
|                    |                 | <b>2.5%</b>                             | <b>2.55</b> | <b>3.61</b>                   |
|                    |                 | <b>1%</b>                               | <b>2.88</b> | <b>3.99</b>                   |

Source : **Auteurs.**

Le tableau fournit les résultats de l'approche de test des bornes pour la co-intégration, évaluant la présence d'une relation à long terme entre les variables. La valeur de la statistique F de 9,314 dépasse significativement la valeur critique de la limite supérieure (I(1)) à tous les niveaux de signification (10 %, 5 % et 1 %). Cela indique fortement le rejet de l'hypothèse nulle de non-co-intégration, confirmant l'existence d'une relation d'équilibre à long terme entre les variables.

**Tableau 8 : les résultats estimés à court terme.**

| ECM Regression                           |             |            |             |        |
|--|-------------|------------|-------------|--------|
| Case 2: Restricted Constant and No Trend |             |            |             |        |
| Variable                                 | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
| D(DF)                                    | 0.728539    | 0.237234   | 3.070967    | 0.0089 |
| D(IQ)                                    | 5.032344    | 1.182536   | 4.255551    | 0.0009 |
| D(DF_IQ)                                 | 1.140545    | 0.251703   | 4.531316    | 0.0006 |
| D(INF)                                   | -0.493953   | 0.269817   | -1.830701   | 0.0902 |
| D(INF(-1))                               | 0.250433    | 0.236716   | 1.057947    | 0.3093 |
| D(LNFBCF)                                | 11.84918    | 5.387176   | 2.199516    | 0.0465 |
| CointEq(-1)*                             | -1.478330   | 0.113228   | -13.05625   | 0.0000 |

Source : **Auteurs.**

Le tableau présente les résultats estimés à court terme concernant l'effet des variables économiques et institutionnelles sur la performance économique. Selon les estimations, le déficit fiscal (DF) affiche un coefficient positif de 0,728539 et est significatif, ce qui indique qu'une augmentation du déficit fiscal influence positivement la performance économique à court terme. Cela confirme l'idée keynésienne selon laquelle une hausse des dépenses

publiques, même financée par un déficit, peut stimuler la demande agrégée et favoriser la croissance économique à court terme. La qualité institutionnelle (QI) montre également un effet positif avec un coefficient de 5,023344, hautement significatif, indiquant que l'amélioration de la qualité institutionnelle stimule la performance économique. De plus, l'interaction entre le déficit fiscal et la qualité institutionnelle (DF\*IQ) présente un coefficient positif de 1,140545 et est significatif, suggérant que cette interaction contribue favorablement à la performance économique. Cela démontre que lorsque le déficit fiscal est géré dans un cadre institutionnel de qualité, son impact sur la performance économique est encore plus bénéfique, ce qui s'aligne avec l'importance que Keynes accorde à l'efficacité des politiques publiques.

Par ailleurs, le rôle positif de la formation brute de capital fixe (LNFBF), un élément clé des investissements publics, corrobore également la théorie keynésienne, qui considère l'investissement comme un moteur essentiel de la croissance économique à travers l'effet multiplicateur. Les investissements dans les infrastructures et les biens durables non seulement stimulent la production, mais génèrent aussi des revenus et des emplois, renforçant ainsi la demande globale. En revanche, l'inflation actuelle (INF) n'a pas d'effet significatif, comme le montre son coefficient de -0,493953 et ses valeurs p supérieures à 0,09. Enfin, le terme d'ajustement d'erreur (CointEq(-1)) est significatif avec un coefficient négatif de -1,478330, indiquant un ajustement rapide et efficace vers l'équilibre à long terme.

**Tableau 9 : les résultats estimés à long terme.**

Levels Equation  
Case 2: Restricted Constant and No Trend

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob.  |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| DF       | -0.058450   | 0.404265   | 0.144582    | 0.8873 |
| IQ       | 1.417014    | 2.120150   | 0.668355    | 0.0156 |
| DF*IQ    | -0.467803   | 0.391079   | 1.196187    | 0.2530 |
| INF      | -0.675667   | 0.665958   | -1.014579   | 0.3288 |
| LNFBCF   | -4.969069   | 2.522308   | -1.970049   | 0.0705 |
| OUCM     | 0.146730    | 0.089431   | 1.640705    | 0.1248 |
| C        | 113.7241    | 55.91670   | 2.033813    | 0.0629 |

$$EC = GDP - (-0.0584*DF + 1.4170*IQ - 0.4678*DF\_IQ - 0.6757*INF - 4.9691*LNFBF + 0.1467*OUCM + 113.7241)$$

Source : Auteurs.

Le tableau présente les résultats des effets à long terme du déficit fiscal, de la qualité institutionnelle et de leur interaction sur la performance économique au Maroc. Le terme d'interaction entre le déficit fiscal et la qualité institutionnelle ( $DF*IQ$ ) a une valeur de coefficient de -0,4678 et n'est pas significatif. Cela suggère que la qualité institutionnelle ne parvient pas à atténuer les effets négatifs du déficit fiscal sur la performance économique à long terme.

Le déficit fiscal (DF) affiche un coefficient de -0,0585 et n'est également pas significatif, ce qui indique que le déficit fiscal pris isolément n'a pas d'impact substantiel sur la performance économique à long terme. En revanche, la qualité institutionnelle (IQ) affiche un coefficient positif et significatif de 1,4170, indiquant que des améliorations dans ce domaine contribuent de manière notable à la performance économique du Maroc. Ce constat est en parfaite adéquation avec les travaux d'Acemoglu et al, (2002, 2014, 2024), qui souligne que la qualité des institutions, en particulier celles qualifiées d'inclusives, constitue un facteur clé de la croissance économique durable. Les institutions inclusives, caractérisées par des droits de propriété bien définis, un cadre juridique équitable et une gouvernance responsable, favorisent un environnement propice à l'innovation, à l'investissement et à la productivité. L'inflation (INF) a un coefficient de -0,6757, mais il n'est pas statistiquement significatif, ce qui signifie que l'inflation n'a pas d'effet mesurable à long terme sur la performance économique. Parallèlement, la formation brute de capital fixe (LNFBF) affiche un coefficient de -4,9691 et est significative au niveau de 5 %. Ce résultat indique qu'une augmentation de la formation brute de capital fixe réduit la performance économique de 4,9691 points de pourcentage, une constatation qui s'écarte des attentes théoriques. Dans l'ensemble, les résultats soulignent l'importance de la qualité institutionnelle en tant que moteur de la performance économique au Maroc, tout en remettant en question les impacts théoriques attendus du déficit fiscal et de la formation de capital.

### **6.3. Validation du modèle :**

Dans cette étapes de validation du modèle, nous allons vérifier si le résidu est un bruit blanc gaussien, c'est-à-dire que les résidus du modèle obtenu suivent une distribution normale, de même pour les tests d'autocorrélation (Breusch-Godfrey) et l'homoscédasticité (Breusch-Pagan-Godfrey), les valeurs de p-value associées aux deux tests de Breusch-Godfrey et le test de Breusch-Pagan Godfrey, sont supérieurs de 5%, cela signifie que les résidus sont gaussiens ; non-autocorellés et de variance constante dans le temps.

**Tableau 6 : Résultats des tests diagnostiques du modèle ARDL estimé**

| Diagnostic Tests                                | Model     |             |         |
|---|-----------|-------------|---------|
|   | Statistic |             | p-value |
| Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test      | 1,099355  | (F-stat.)   | 0,3671  |
| Heteroscedasticity Test : Breusch-Pagan-Godfrey | 1,130782  | (F-stat.)   | 0,4140  |
| Heteroscedasticity Test : ARCH                  | 1,909745  | (F-stat.)   | 0,1719  |
| Ramsey RESET Test                               | 4,199223  | (F-stat.)   | 0,0796  |
| Normality Test (Jarque-Bera)                    | 1,703589  | (JB- stat.) | 0,4266  |

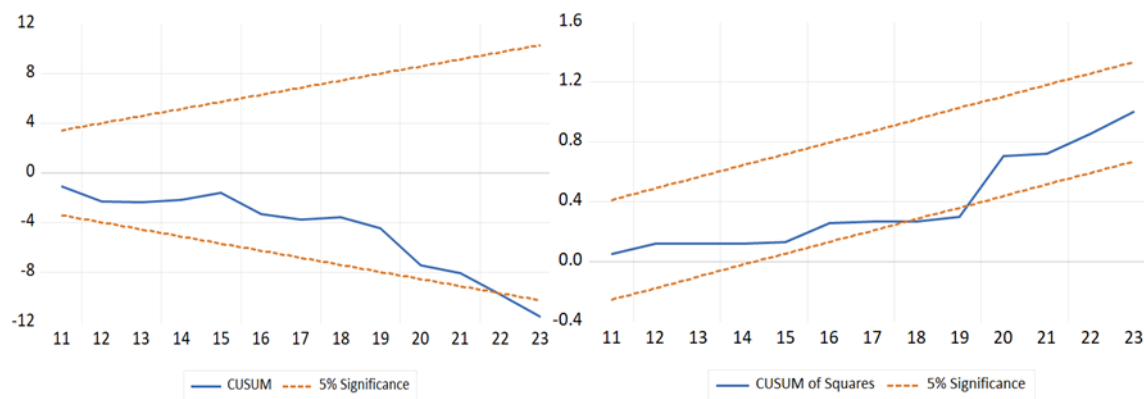
Source : **Auteurs.**

Le tableau 7 présente les résultats des tests diagnostiques effectués sur le modèle ARDL prédit. Le test de corrélation en série de Breusch-Godfrey suggère que l'hypothèse nulle, qui suppose l'absence de corrélation en série dans le modèle, ne peut pas être rejetée puisque la valeur de probabilité dépasse le seuil de signification de 5 % ( $p\text{-valeur} = 0,1520 > 0,05$ ). De même, le test de Breusch-Pagan Godfrey indique que l'hypothèse nulle, stipulant l'absence d'hétéroscédasticité dans le modèle, ne peut être rejetée au niveau de signification de 5%, car la valeur de probabilité est supérieure à 5% ( $p\text{-value} = 0.1644 > 0.05$ ). De plus, le test Ramsey-RESET ne rejette pas l'hypothèse nulle supposant l'absence d'erreur de spécification dans le modèle au niveau de signification de 5%, avec une valeur p de 0,4814. Par conséquent, on en déduit que le modèle est exempt d'erreurs de spécification. De plus, le test de Jarque-Bera, effectué à un niveau de signification de 5%, ne rejette pas l'hypothèse nulle, indiquant que la distribution des résidus est normale, avec une valeur de probabilité de  $0,4443 > 0,05$ . Ainsi, il est conclu que les résidus du modèle ARDL présentent des caractéristiques de distribution normale.

#### 6.4. Test de stabilité du modèle

Le test de stabilité vise à évaluer la stabilité du modèle adopté au fil du temps (Durbin, Evans et Brown, 1975). Il repose sur l'analyse de la dynamique de l'erreur de prévision, permettant ainsi de déduire la stabilité ou l'instabilité structurelle du modèle au cours du temps. Ce test est essentiel pour examiner l'évolution de l'erreur de prévision normalisée. Il s'appuie sur une représentation graphique de la série cumulée des résidus, offrant une visualisation claire de la stabilité structurelle du modèle.

**Figure 1 : résultats du test de stabilité.**



Source : **Auteurs.**

Le graphique illustre les résultats de l'analyse de stabilité basée sur le CUSUM des carrés, qui est employée afin d'évaluer la stabilité dynamique des paramètres du modèle estimé. Les résultats indiquent que la trajectoire du CUSUM des carrés demeure à l'intérieur des bornes critiques avec un niveau de signification de 5 % sur toute la durée de l'analyse, suggérant ainsi la stabilité des coefficients estimés du modèle.

**Stabilité dynamique :** Lorsque la courbe du CUSUM des carrés reste en deçà des limites critiques, cela indique que les paramètres du modèle n'ont pas connu de modifications structurelles majeures durant la période examinée. Ceci atteste de la cohérence et de la fiabilité des relations entre les variables explicatives telles que le déficit public, l'investissement, la qualité institutionnelle, etc., et la variable dépendante, à savoir le PIB, sur l'ensemble de la période. La fiabilité des estimations repose sur la stabilité dynamique des paramètres, ce qui indique que les résultats du modèle ARDL sont robustes et peuvent être exploités en toute confiance pour des analyses économiques et des recommandations politiques. Cela signifie également que les éventuels chocs économiques ou les modifications institutionnelles n'ont pas eu un impact significatif sur la validité des estimations.

En conclusion, l'analyse de stabilité à l'aide du test CUSUM des carrés confirme la légitimité du modèle estimé et sa capacité à rendre compte des dynamiques économiques examinées. Des résultats fiables et cohérents peuvent être utilisés pour des inférences solides, à la fois dans un contexte académique et pour l'élaboration de politiques économiques appropriées en fonction de la réalité économique étudiée.

## 7. Conclusion générale :

L'étude réalisée dans ce document met en évidence les interactions complexes entre le déficit budgétaire, la qualité des institutions et leurs répercussions sur les performances économiques au Maroc. Les résultats obtenus à court et à long terme offrent des perspectives prometteuses et mettent en lumière le rôle crucial des institutions dans le processus de développement économique.

En premier lieu, la corrélation positive et significative entre la qualité institutionnelle (QI) et la performance économique confirme que des institutions robustes et efficaces sont essentielles pour favoriser la croissance économique. Ce constat est en accord avec les conclusions de Daron Acemoglu et al. (2024), qui mettent en évidence les institutions inclusives comme un facteur essentiel du développement économique. Les institutions inclusives, en assurant la protection des droits de propriété, une gouvernance transparente et un cadre juridique équitable, favorisent l'émergence d'un environnement propice à l'innovation, à l'investissement et à une allocation efficace des ressources. Ces conclusions appuient l'idée selon laquelle les réformes institutionnelles, bien que complexes, sont cruciales pour parvenir à une croissance durable au Maroc.

En revanche, il ressort des résultats que le déficit fiscal (DF) et son interaction avec la qualité institutionnelle ( $DF*IQ$ ) n'ont pas d'incidence significative à long terme sur la performance économique. Ceci suggère que, en l'absence d'un cadre institutionnel solide, l'impact positif des politiques budgétaires pourrait être restreint. Cette observation met en évidence la nécessité de renforcer les dispositifs institutionnels afin de maximiser les effets positifs des mesures budgétaires. D'autre part, même si l'inflation (INF) ne joue pas un rôle significatif dans ce modèle, elle demeure une variable importante à surveiller, étant donné que l'émergence d'une inflation non maîtrisée pourrait compromettre les fondements économiques.

Un constat surprenant met en évidence l'impact négatif et significatif de l'investissement dans le capital fixe sur la performance économique, ce qui va à l'encontre des prévisions théoriques. Cette observation met en évidence l'importance d'une évaluation approfondie des politiques d'investissement afin d'identifier les obstacles potentiels et d'optimiser leur impact sur la croissance économique.

En conclusion, l'indicateur de correction d'erreur (CointEq(-1)) démontre une convergence significative vers l'état d'équilibre à long terme, ce qui confirme la stabilité globale du modèle. Ceci suggère que, en dépit des déséquilibres temporaires, l'économie marocaine montre une



tendance à se réajuster rapidement vers un état d'équilibre, pour autant que les variables institutionnelles et économiques soient correctement alignées.

### **Implications Politiques et Perspectives**

Les conclusions de cette étude présentent diverses implications pour les responsables politiques au Maroc. Il est essentiel de persévérer dans les investissements visant à améliorer la qualité institutionnelle, en mettant particulièrement l'accent sur le renforcement de la transparence, de la responsabilité démocratique et de l'efficacité gouvernementale. Ces initiatives auront pour effet de favoriser la croissance économique et de diminuer les inefficacités associées aux déficits budgétaires. En second lieu, il convient de prêter une attention particulière à l'optimisation des investissements en capital fixe. Ceci englobe la mise en place de politiques visant à accroître l'efficacité des investissements, à assurer leur cohérence avec les priorités économiques et à renforcer les structures institutionnelles requises pour optimiser leur effet.

En conclusion, le Maroc possède un potentiel important pour améliorer ses performances économiques en se basant sur des institutions robustes et en mettant en place des politiques publiques appropriées. Ceci met en évidence l'importance d'une approche intégrée qui combine des réformes institutionnelles, des politiques budgétaires prudentes et une gestion efficace des ressources économiques pour assurer une croissance durable et inclusive.

## 8. Bibliographie

1. Abanikanda, E. O., Dada, J. T., & Ogunjumo, R. A. (2023). Fiscal deficit in sub-saharan Africa: A new intuition from the institution and political drivers. *Plos one*, 18(9), e0291150.
2. Abbadi, S. M., Olabi, M., Owida, H., & Shuku, A. A. (2021). The Impact of Fiscal Policy on Economic Growth in Palestine. *International Journal of Economics and Finance*, 13(8), 1-51. <https://doi.org/10.5539/ijef.v13n8p51>
3. ABIODUN, A. I., OLAWUNMI, O., & TOYIN, O. A. (2024). Fiscal Deficit And Economic Performance In Nigeria. *Journal Of Economics And Allied Research (JEAR)*, 108.
4. Acemoglu, D, and Robinson, J.A, (2008), “Persistence of power, elites and institutions”, *American Economic Review*, 98 (1), 267-293.
5. Acemoglu, D, and Robinson, J.A, (2012). *Why Nations Fail : The Origins of Power, Prosperity and Poverty. (Rough Cut)*. Crown Publishing.
6. Acemoglu, D, Johnson, S, and Robinson, J, (2012). “The colonial origins of comparative development: An empirical investigation”, *American Economic Review*, 102(6), 3077-3110.
7. Acemoglu, D, Johnson, S, and Robinson, J.A, (2005), “Institutions as a fundamental cause of long-run growth”, *Handbook of Economic Growth*, 1, 385-472.
8. Acemoglu, D., Gallego, F. A., & Robinson, J. A. (2014). Institutions, human capital, and development. *Annu. Rev. Econ.*, 6(1), 875-912.
9. Akıncı, A., Usta, S., & Kaplan, E. A. (2023). The relationship between economic growth and institutional variables : A panel cointegration analysis for EU countries. *Journal of the Knowledge Economy*, 14(3), 2395-2419.
10. Arvin, M. B., Pradhan, R. P., & Nair, M. S. (2021). Are there links between institutional quality, government expenditure, tax revenue and economic growth? Evidence from low-income and lower middle-income countries. *Economic Analysis and Policy*, 70. <https://doi.org/10.1016/j.eap.2021.03.011>
11. Asmaa, E. S., & Rana, H. (2021). Budget deficit volatility institutional quality and macroeconomic performance. *Journal of Management and Economic Studies*, 7(1), 115-134.

12. Goethals, C., Vincent, A., & Wunderle, M. (2013). Le pouvoir économique. Dossiers du CRISP, 82(2), 11-119.
13. Halkos, G., & Paizanos, E. (2015). Fiscal policy and economic performance : A review of the theoretical and empirical literature.
14. Hamza, B., & Milo, P. (2021). Fiscal policy and economic growth: Some evidence from kosovo. Journal of Governance and Regulation, 10(4).

<https://doi.org/10.22495/jgrv10i4art11>

15. Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2018). Growth and governance: A reply. The Journal of politics, 69(2), 555-562.
16. Knack, S., & Keefer, P. (1995). Institutions and economic performance : cross-country tests using alternative institutional measures. Economics & politics, 7(3), 207-227.
17. Lucas Jr, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. Journal of monetary economics, 22(1), 3-42.
18. MAFAMANE, D. (2023). Qualité des institutions et croissance économique : Quelles articulations ? Une analyse théorique et empirique. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(6-1), 305-325.
19. Majewski, K. G. S. (2023). Institutional structure and economic growth in N11 countries (2002-2021). Discussions Between, 83.
20. Mankiw, N. G., Romer, D., & Weil, D. N. (1992). A contribution to the empirics of economic growth Quarterly Journal of Economics, 2(14), 407-417.
21. Minea, A., & Villieu\*, P. (2008). Un réexamen de la relation non linéaire entre déficits budgétaires et croissance économique. Revue économique, 59(3), 561-570.
22. Minea, A., & Villieu\*, P. (2008). Un réexamen de la relation non linéaire entre déficits budgétaires et croissance économique. Revue économique, 59(3), 561-570.
23. Momodu Ayodele, A., & Monogbe Tunde, G. Public Deficit, Trade Deficit and Macroeconomic Performance in Nigeria.
24. Musgrave, R. A. (1989). The three branches revisited. Atlantic Economic Journal, 17(1).
25. Nguyen, C. P., Su, T. D., & Nguyen, T. V. H. (2018). Institutional quality and economic growth: The case of emerging economies. Theoretical Economics Letters, 8(11), 1943.
26. North, D. C. (1995). The new institutional economics and third world development. In The new institutional economics and third world development (pp. 31-40). Routledge.

27. North, D. C., & Thomas, R. P. (1977). The first economic revolution. *The Economic History Review*, 30(2), 229-241.
28. North, D.C., 1990. *Institutions, institutional change and economic performance*, New York: Cambridge University Press
29. Ogbuabor, J. E., Onuigbo, F. N., Orji, A. N. T. H. O. N. Y., & Anthony-Orji, O. I. (2020). Institutional quality and economic performance in Nigeria : a new evidence. *International Journal of Economics and Statistics*, 8(2020), 38-49
30. Orji, O. I., Ezekiel, P. C., Igwurube, M. I., & Inya, E. N. (2025). Analysis Of The Growth Implications Of Nigeria's Deficit Financing Behaviour. *Nigerian Journal of Social Psychology*, 8(1).
31. Pesaran, M. H., & Shin, Y. (1995). An autoregressive distributed lag modelling approach to cointegration analysis (Vol. 9514, pp. 371-413). Cambridge, UK: Department of Applied Economics, University of Cambridge.
32. Pigou, A. C. (1936). Mr. JM Keynes' General theory of employment, interest and money. *Economica*, 3(10), 115-132.
33. Rodrik, D., Subramanian, A., & Trebbi, F. (2004). Institutions rule: the primacy of institutions over geography and integration in economic development. *Journal of economic growth*, 9, 131-165.
34. Romer, P. M. (1990). Endogenous Technological Change. *Journal of Political Economy*. 98(5), S71-S102.
35. Sabir, S., & Qamar, M. (2019). Fiscal policy, institutions and inclusive growth: evidence from the developing Asian countries. *International Journal of Social Economics*, 46(6), 822-837.
36. Saidu, A. L., & Jaafar, H. A. (2022). Impact of Public Health Expenditure on Economic Growth in Nigeria (1985-2020). *KASU Journal of Economics & Development Studies (KJEDS)*, 1.
37. Schiliro, D. (2012). Knowledge-based economies and the institutional environment. *Theoretical and Practical Research in Economic Fields (TPREF)*, 3(05), 42-50.
38. Shleifer, A., & Vishny, R. W. (1993). Corruption. *The quarterly journal of economics*, 108(3), 599-617.
39. Solow, R. (1956). A contribution to the theory of economic growth. *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1).65-94.

40. Sore, A. G., Ayana, I. D., & Demissie, W. M. (2024). On the fiscal deficit and economic growth in sub-Saharan Africa: A new evidence from system GMM. *PloS one*, 19(7), e0303825.

41. Stoilova, D., & Todorov, I. (2021). Fiscal policy and economic growth: Evidence from Central and Eastern Europe. *Journal of Tax Reform*, 7(2).

<https://doi.org/10.15826/jtr.2021.7.2.095>

42. Symoom, T. (2018). The impact of fiscal policy on economic growth: Empirical evidence from four South Asian Countries.

43. Symoom, T. (2018). The Impact of Fiscal Policy on Economic Growth: Empirical Evidence from Four South Asian Countries. Eastern Illinois University. Tan, C. T., Mohamed, A., Habibullah, M. S., & Chin,

44. William, D. (2022). Understanding the fiscal deficit and economic performance in Zimbabwe : Evidence from annual time series data. *International Journal of Economic and Business Administration*, 10(1),80 – 107.

45. William, K. (2022). Understanding the Dynamics of the Fiscal Deficit and Economic Performance in Zimbabwe.